



FACILITER L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES PAR LESDONNÉES

Parcours des données sur le genre en Zambie



ÉTUDE DE CAS

CONTENU

SYNTHÈSE	3
CONTEXTE: UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE PROPICE ET DES ENGAGEMENTS CLAIRS	4
DÉBUT DU PARCOURS VERS L'AMÉLIORATION DES DONNÉES SUR LE GENRE	5
PROCESSUS D'ELABORATION DU CADRE DE DONNÉES SUR LE GENRE	9
PERSPECTIVES ÉMERGENTES DES DONNÉES SUR L'OFFRE	13
PROCHAINES ÉTAPES	14
PRINCIPAUX POINTS FORTS ET ENSEIGNEMENTS	15
RÉFÉRENCES	17

REMERCIEMENTS

Cette étude de cas sur le partenariat de données sur l'inclusion financière des femmes a été rédigée en collaboration avec la Banque de Zambie (BoZ), l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI), et Data2X. Les auteurs aimeraient remercier XX,YY,ZZ, de la BoZ; Helen Walbey, Beryl Tan et Luis Trevino de l'AFI; et Stéphanie Oula, Mayra Buvinic, et Maria Dolores Vallenilla de Data2X pour leurs contributions et leurs commentaires sur cette étude de cas; et Olivia LaBarre pour le montage. Les auteurs tiennent aussi à remercier XX,YY,ZZ, pour leur généreuse participation et leur volonté de partager leurs expériences dans cette étude de cas.

SYNTHÈSE

Durant plusieurs années la Banque Centrale de Zambie et d'autres intervenants clés ont œuvré à l'inclusion financière et l'égalité du genre. En dépit des progrès réalisés par la Zambie dans le domaine de l'inclusion financière, le Finscope data de 2015 a révélé que les femmes continuent d'être exclues financièrement par rapport aux hommes.

La Banque de Zambie (BDZ) a réalisé l'importance de formuler des recommandations et des stratégies spécifiques qui contribueraient à réduire l'écart de genre relativement à l'accès et à l'utilisation des services financiers. À cet égard, il est tout d'abord nécessaire de recueillir des données sur le genre pour une meilleure formulation de ces stratégies (Encadré 1). Les principales parties prenantes ont convenu que la collecte et l'utilisation de données plus fiables et de haute qualité leur permettrait de comprendre la situation du pays dans son parcours en matière d'inclusion financière et de se focaliser sur les actions pertinentes à entreprendre pour atteindre leurs objectifs.

Grâce à la subvention reçue de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) financé par le Partenariat sur les données sur l'inclusion financière des femmes (WFID), et au soutien financier et technique supplémentaire de "Financial Sector Deepening Zambia" ainsi qu'avec l'appui du programme d'expansion de la finance rurale, la Banque de Zambie a mis en œuvre un programme étalé sur deux ans en 2018 pour développer un cadre pour la collecte et l'utilisation des données financières ventilées par sexe sur l'offre en vue de l'élaboration de politiques.

Avec l'engagement du leadership, une équipe dévouée, l'implication des parties prenantes et le soutien des donateurs et des partenaires, la BoZ a développé la version initiale du cadre qui est en phase pilote avec les institutions financières à travers le pays. Poursuivant la réalisation des actions sur le terrain, la Banque de Zambie partage ses tactiques et son processus, ses perspectives et ses enseignements, ainsi que sa feuille de route axée sur les données ventilées par sexe pour le futur de l'inclusion financière des femmes. Cette étude de cas est parmi de nombreuses initiatives pour qu'une plus grande prise de conscience et une meilleure utilisation des données ventilées par sexe soit effectuées afin d'accroître l'inclusion financière des femmes.

PARTENARIAT SUR LES DONNÉES SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES (WFID)

Le Partenariat sur les données sur l'inclusion financière des femmes inclut l'Alliance pour l'Inclusion Financière, Data2X, l'Alliance Financière pour les Femmes, la Banque Inter-Américaine de Développement, IDB Invest, la Société Financière Internationale, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation de la Coopération et du Développement Économique (OCDE), le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU). Le partenariat WFID est la principale plateforme pour les données sur l'inclusion financière des femmes et œuvre à renforcer la prise de conscience sur l'importance des données ventilées par sexe pour les services financiers, ainsi qu'à coordonner les efforts et les interventions pour maximiser leur collecte et leur utilisation. Les efforts en cours incluent un plaidoyer mondial ainsi que des actions de sensibilisation; mettre en œuvre les meilleures pratiques ainsi que les expériences de pays à travers des produits de connaissance et des études de cas ainsi qu'en œuvrant pour une harmonisation des définitions et des indicateurs.

ENCADRÉ 1: L'IMPORTANCE DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE

La dimension de genre a pris une importance croissante dans le débat sur le développement économique. Les données ventilées par sexe sont définies comme des données collectées séparément pour les hommes et les femmes. Les données sont désagrégées par sexe et non par genre, car lorsqu'elles sont collectées, les différences biologiques, ou le sexe, d'une personne sont saisies.¹

Les principaux objectifs de la collecte de données ventilées par sexe sont:

- > Déterminer les niveaux d'accès, d'utilisation, et la qualité des services financiers;

- > Identifier les obstacles à l'inclusion financière des femmes;
- > Aider à modifier les politiques, les stratégies et les mesures réglementaires existantes.

La collecte et l'utilisation des données ventilées par sexe donnent une opportunité aux responsables politiques de développer des politiques qui ciblent d'une manière spécifique l'inclusion financière des femmes. Cela fournit également des données pour assister les prestataires de services financiers à établir une analyse de rentabilité pour développer des produits et des services dédiés pour les femmes.

CONTEXTE: UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE PROPICE ET DES ENGAGEMENTS CLAIRS

Plusieurs initiatives se sont avérées être à la base des travaux de la BoZ dans l'accélération de l'inclusion financière des femmes. Celles-ci incluent un environnement politique favorable avec des engagements clés du leadership de la BoZ.

L'environnement politique de la Zambie dans son contexte large est une preuve de l'engagement pris à l'égard de l'égalité des genres et un développement durable pourtant. D'ailleurs, il y a une volonté politique émanant de la présidence où le Président Lungu a nommé des femmes à des postes clés comme la vice-présidente, la présidente de la Cour suprême, et la ministre des Finances.

De plus, l'engagement mondial en faveur des objectifs du développement durable de 2030 s'aligne sur la vision nationale du programme de développement 2030. Le pays vise à devenir un pays prospère à revenu intermédiaire d'ici à 2030 en soulignant l'importance des services financiers pour accroître l'autonomie des femmes, réduire les inégalités de revenus et promouvoir le développement

économique. Cette politique inclut, entre autres, des réglementations coutumières et statutaires équitables pour que les femmes puissent avoir davantage accès à l'alphabétisation et au marché du travail. Vision 2030 est le plan national pour la croissance allant de l'année 2017 en passant par l'année (2021), ce dernier inclut les piliers relatifs à la réduction des inégalités du développement, l'amélioration du développement humain et la création d'un environnement de gouvernance propice pour la diversification de l'économie.

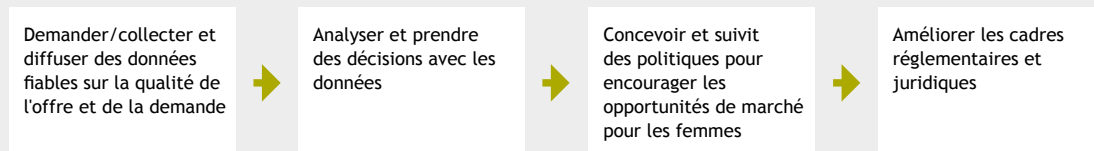
En outre, la BoZ a lancé sa première stratégie d'inclusion financière nationale (2017-2022) dans le cadre d'un effort plus large visant à renforcer le développement du secteur financier du pays. Le principal objectif de cette stratégie est d'augmenter le niveau global de l'inclusion financière (par le biais de services formels et informels) de 59 à 80 % et l'inclusion financière par le biais de services financiers formels de 30 % actuellement à 70 % d'ici 2022. L'inclusion financière formelle des femmes est visée à 70 %. La politique vise à amplifier l'accès aux services financiers de base pour chaque segment de la société zambienne (quel que soit le statut social, économique, du genre ou du niveau d'éducation).

La BoZ s'est également engagée à promouvoir et à renforcer l'égalité des sexes dans sa gouvernance et dans le secteur financier au sens large à la suite de la politique nationale sur l'égalité des sexes du gouvernement zambien en 2001, qui a été révisée en 2014 pour inclure des mesures visant à lutter contre la féminisation persistante de la pauvreté, entre autres questions liées à l'égalité des sexes.

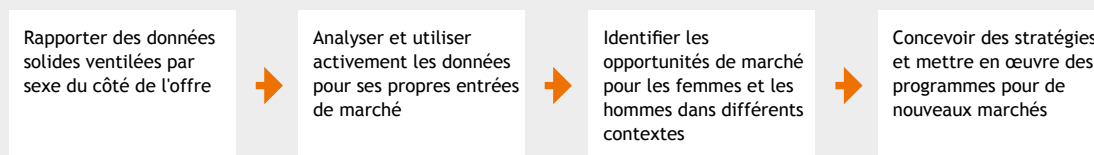
FIGURE 1 : THÉORIE DU CHANGEMENT POUR LES DONNÉES DE GENRE SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE

Théorie de changement: Données ventilées par sexe sur l'inclusion financière

RESPONSABLES POLITIQUES



INSTITUTIONS FINANCIÈRES



Système financier plus inclusif

Femmes & PME appartenant à des femmes

La BoZ est un membre actif de l'Alliance pour l'inclusion financière – le réseau mondial des banques centrales et des régulateurs financiers œuvrant à la promotion de politiques et de réglementations pour l'inclusion financière. La BoZ a pris l'engagement d'intégrer le Plan d'action de Denarau (L'affirmation des engagements des membres de l'AFI à combler l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière). La BoZ est aussi signataire de la Déclaration de Maya de l'AFI, une plateforme d'engagement pour des objectifs concrets d'inclusion financière. Un des engagements de la BoZ est la réduction de 50 % de l'exclusion financière des femmes pour 2022.

Au cours du projet de données sur le genre présenté dans cette étude de cas, la précédente vice- de la BoZ, Dr Tukiya Kankasa-Mabula qui était la présidente du comité de haut niveau sur le genre et l'inclusion financière de l'AFI s'était engagée sur la question des données sur le genre au sein de son institution et du réseau de l'AFI.



Si nous n'avons pas les données, les décideurs ne seront pas conscients des différences entre les sexes et [baseront] simplement leurs décisions sur des hypothèses. C'est un défi d'intégrer une perspective de genre dans l'élaboration des politiques car cette thématique est récente pour la banque centrale. »

La Dr Tukiya Kankasa-Mabula, ancienne vice-gouverneure de la Banque de Zambie

La BoZ procède actuellement à la mise en place d'une stratégie d'intégration du genre en interne et pour l'ensemble des prestataires de services financiers nationaux afin de faciliter ces engagements qui incluent la collecte et l'utilisation des données sur le genre. L'importance des données ventilées par sexe peut être perçue dans la théorie du changement telle qu'indiquée dans la figure 1 ci-dessous, où les régulateurs collectent des données en matière d'offre des institutions financières et les utilisent pour orienter la politique. En parallèle, les institutions financières peuvent analyser et utiliser ces données pour développer des produits et services financiers qui répondent aux besoins spécifiques des femmes. Par conséquent, la BoZ considère les données sur le genre comme une étape clé pour améliorer l'accès aux solutions financières pour tous et ainsi créer un système financier plus inclusif.

DÉBUT DU PARCOURS VERS L'AMÉLIORATION DES DONNÉES SUR LE GENRE

La BoZ croit depuis longtemps à la promotion de l'élaboration de politiques et de réglementation basées sur des données probantes.

La banque centrale avait déjà apporté son soutien aux enquêtes nationales sur la demande pour déterminer le paysage de l'inclusion financière et pour comprendre les obstacles et les opportunités des femmes (tableau 1). La BoZ avait entrepris des efforts de récolte de données sur l'offre qui ont servi de point de départ pour l'élaboration d'un cadre de données plus holistique ventilées par sexe.

COMPRENDRE L'ÉTAT DE L'INCLUSION ET DE L'EXCLUSION FINANCIÈRE PAR LE BIAIS DES DONNÉES SUR LA DEMANDE

Les trois enquêtes du Finscope sur l'inclusion financière sur la demande conduites en 2009, 2015 et 2020 ont révélé des informations clés sur l'accès des femmes aux services financiers en Zambie. Entre les années 2009 et 2020, des progrès considérables ont été réalisés en matière d'inclusion financière globale pour le pays. Le rapport de 2015 du Finscope a dénoté que malgré le fait que les femmes représentent 51 % de la population totale du pays elles ne sont qu'un tiers à détenir au moins un service financier formel, car elles sont plus susceptibles d'être exclues financièrement. D'autre part, 5 années plus tard, le rapport Finscope de 2020 dénote de remarquables progrès et dénombre que 58.5 % des femmes sont maintenant financièrement incluses (Diagrammes 2a & 2b). Malgré les progrès globaux en matière d'inclusion financière, y compris la réduction de l'écart entre les sexes pour ce qui concerne l'accès aux services financiers formels de 9.9 % en 2015 à 5.8 % en 2020, il serait possible de réduire davantage cet écart entre les sexes.

Les données sur la demande ont également montré l'étendue de l'accès et de l'utilisation des services financiers informels en Zambie, avec un écart inverse de 6.1 % entre les hommes et les femmes en 2015. Selon le rapport Finscope de 2020, l'utilisation des services financiers informels a été réduite ; cependant, davantage de femmes que d'hommes continuent à utiliser les services financiers informels. De manière significative il n'y a presque pas d'écart entre les sexes pour ce qui concerne l'utilisation des services financiers traditionnels (les groupes d'épargne et les prêteurs/Kaloba).

Une conclusion additionnelle et pertinente des enquêtes Finscope 2015 et 2020 est l'adoption de l'argent mobile comme moteur de l'inclusion financière. De 14 % de la population totale utilisant des services d'argent mobile en 2015, le rapport Finscope 2020 fait état d'une proportion

de 58 % de la population totale utilisant désormais les services financiers mobiles, une augmentation supérieure à celle de tout autre service financier.

En définitive, l'analyse de la demande selon le rapport Finscope 2015 et 2020 indique des progrès en matière d'inclusion financière des femmes. Cependant, celle-ci signale aussi le travail restant à faire pour permettre aux femmes une pleine inclusion financière et réduire l'écart financier entre les sexes (Tableau 1).

DÉCOUVRIR LES OPPORTUNITÉS GRÂCE AUX DONNÉES SUR L'OFFRE

Les données relatives à la demande ont permis à la BoZ de mieux comprendre le paysage de l'inclusion financière du pays à partir d'une segmentation ventilée par sexe. L'étape suivante a été la collecte et l'analyse des données ventilées par sexe sur l'offre afin d'obtenir une identification plus précise de l'utilisation par les hommes et les femmes de services financiers spécifiques et leurs expériences lors de leur entrée dans le système financier formel.

Les premiers efforts de la BoZ concernant les données sur l'offre ont commencé en 2016 lorsque cette dernière a mis en œuvre le programme de surveillance du marché du crédit (CMMP). Ce programme a développé un système qui collecte les données basées sur les retours de crédit trimestriels sur les ouvertures de comptes de crédit soumis par différents fournisseurs de crédit opérant sous la supervision de la Banque de Zambie.

La BoZ a mis en œuvre le programme du CMMP pour générer des rapports trimestriels et partager avec les acteurs du marché des données agrégées sur le crédit afin de promouvoir le développement du marché et d'identifier les performances des marchés du crédit, y compris l'analyse du crédit au sein des groupes prioritaires tels que les PME, les utilisateurs ruraux, les jeunes et les femmes. Le CMMP se concentre sur l'accès au crédit et

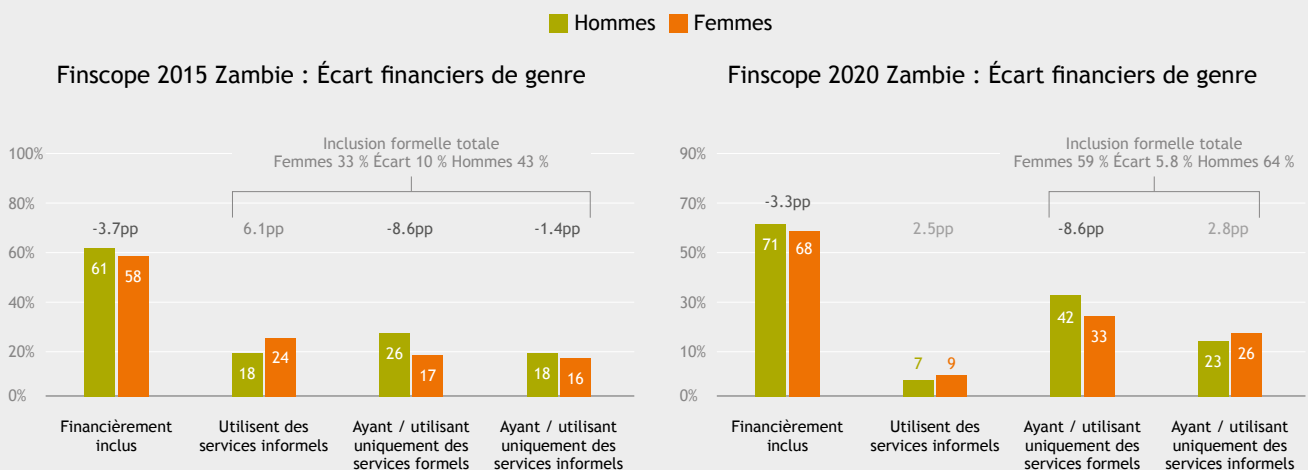
le stress de l'endettement, y compris la segmentation du crédit par produit (prêts hypothécaires, crédit-bail, prêts non structurés et facilités de crédit renouvelables) et par utilisateurs finaux tel que les ménages et particuliers, les entreprises, le gouvernement et autres.

Les rapports du CMMP incluent des données ventilées par sexe en termes de valeur et de volume des décaissements aux femmes en pourcentage du total des décaissements sur une base trimestrielle. Une segmentation plus détaillée des données par sexe est en cours de planification et sera finalement incluse à la suite d'un programme récent d'autonomisation de la communication/collecte des données.

Entre 2016 et décembre 2019, la proportion des crédits octroyés aux femmes en termes de valeur par rapport au total des décaissements (en Kwacha) représentait 10.7 % variant entre 4.9 % et 16.9 % du total, tandis qu'en termes de volume de prêts, la proportion avoisinait en moyenne les 24.1 % du total des prêts variant entre 12.5 % et 29.8 %.

Bien que la proportion des flux de crédit aux femmes soit restée relativement faible en termes de valeur, le nombre de prêts octroyés aux femmes n'a cessé d'augmenter, ce qui implique que le montant moyen des prêts a suivi une tendance à la baisse. Plus récemment, les indicateurs durant la pandémie actuelle de la COVID-19 montrent une tendance similaire à celle des années précédentes. En conséquence, des recherches futures axées sur la tendance à la baisse du montant moyen des prêts contractés par les femmes pourraient fournir des données plus granulaires et ainsi permettre une explication détaillée de cette tendance. En fin de compte, les recherches futures pourront déterminer si cette situation est due à de nouveaux canaux de crédit, comme les prêts mobiles ou en ligne, ou à la nature de la demande de crédit elle-même. (veuillez vous référer aux diagrammes 3a et 3b).

DIAGRAMMES 2A & 2B : UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS POUR LES FEMMES ET LES HOMMES. %



Source : Finscope Zambie, 2015 et 2020.

TABLEAU 1 : L'ÉTAT DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES EN ZAMBIE, FINSCOPE 2009, 2015, ET 2020

TYPE D'INCLUSION	% DE LA POPULATION TOTALE			2015 ANALYSE SUR LE GENRE		
	2009	2015	2020	Hommes	Femmes	Écart de genre
Formellement inclus	23.1%	38.20%	61.30%	43.20%	33.30%	-9.90%
Informellement inclus	22.2%	37.90%	32.20%	35.50%	40.30%	4.80%
Les services financiers qui ont tiré la croissance en Inclusion Formelle de 2009 à 2020						
	2009	2015	2020	Hommes	Femmes	Écart de genre
Possédant/utilisant des services bancaires	13.90%	24.8%	20.7%	28.90%	20.90%	- 8.0%
Possédant/utilisant des services d'argent mobile	--	14.0%	58.5%	16.80%	11.40%	- 5.40%
Possédant/utilisant assurance/services de retraite	4.0%	5.5%	13.2%	8.10%	3.00%	- 5.10%
Possédant/utilisant des services de microfinance	2.2%	3.8%	13.2%	4.60%	3.00%	- 1.60%
Possédant/utilisant des marchés de capitaux	0.01%	0.3%	0.6%	0.40%	0.20%	- 0.20%
Les services financiers qui ont tiré la croissance en Inclusion informelle de 2009 à 2020						
	2009	2015	2020	Hommes	Femmes	Écart de genre
Utilisant Chilimba*	2.30%	12.50%	8.00%	8.80%	16.00%	7.20%
Utilisant les groupes d'épargnes		6.50%	5.30%	6.30%	6.70%	0.40%
Utilisant les prêteurs/Kaloba**	2.30%	2.60%		2.80%	2.30%	- 0.50%

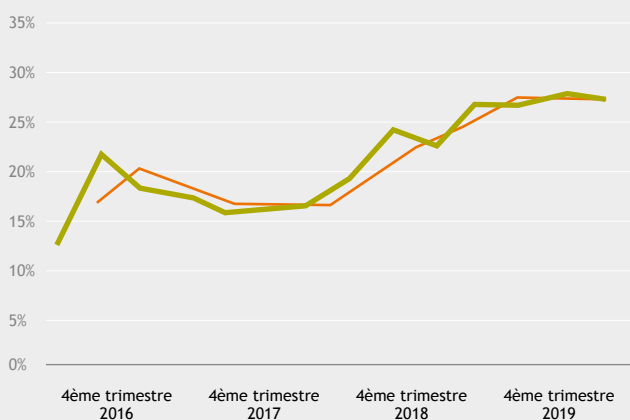
Source : Finscope Zambia 2009, 2015, et 2020

*/ Chilimba est un mécanisme de manège tournant traditionnel où un groupe d'individus constitué sur la base de la confiance met en commun une somme d'argent convenue à intervalles réguliers, chacun recevant un paiement à son tour.

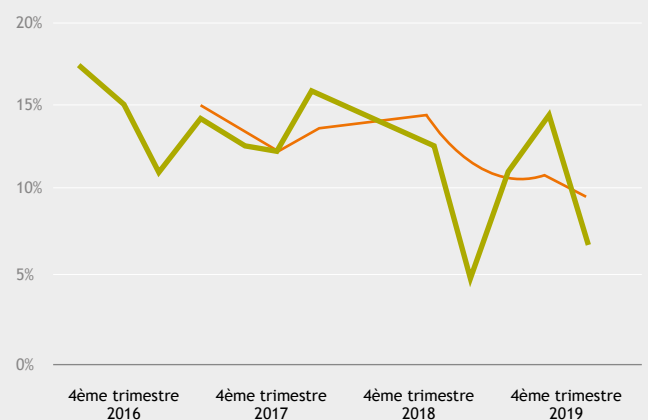
**/ Kaloba est le prêteur traditionnel dans la société zambienne.

DIAGRAMMES 3A & 3B : VOLUME AND VALUE OF CREDIT DISBURSEMENTS BY WOMEN IN ZAMBIA, 2016 - 2019(% OF TOTAL)

CMMP de Zambie 2016 - 2019 : % du nombre de décaissements de crédit octroyés aux femmes/total



CMMP de Zambie 2016 - 2020 : % de la valeur totale des décaissements de crédit par les femmes/total



■ % de décaissements (nombre) octroyés aux femmes
■ Linéaire (% des décaissements (nombre) octroyés aux femmes)

■ % de décaissements (valeur) octroyés aux femmes
■ Linéaire (% des décaissements (valeur) octroyés aux femmes)

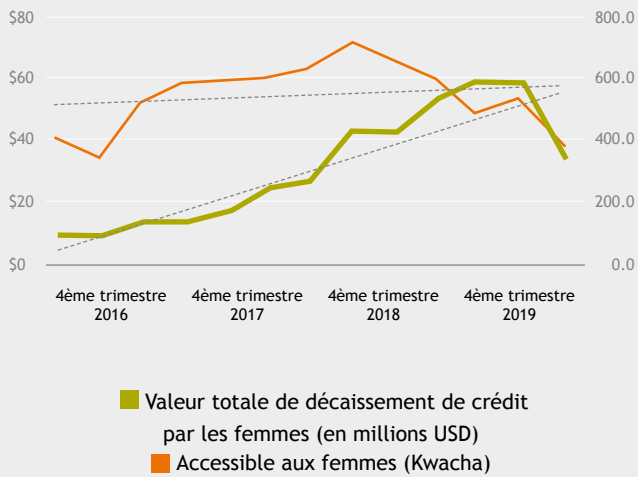
Source : Bank of Zambia, Credit Market Monitoring Report, 2016 -2019.

De 2016 à 2019, le CMMP a noté une augmentation du volume des décaissements de crédit octroyés aux femmes en pourcentage du total des décaissements (Diagramme 3a) ainsi qu'une diminution de la valeur de ces décaissements aux femmes en pourcentage du total des décaissements (Diagramme 3b). Le montant moyen du crédit décaissé aux femmes a été réduit de 1 000 USD en moyenne en 2016 à 100 USD à la fin de 2019 – (Diagrammes 4a & 4b), ce qui indique qu'à partir de 2019, un plus grand nombre de femmes ont pu accéder à des lignes de crédit de différentes tailles.

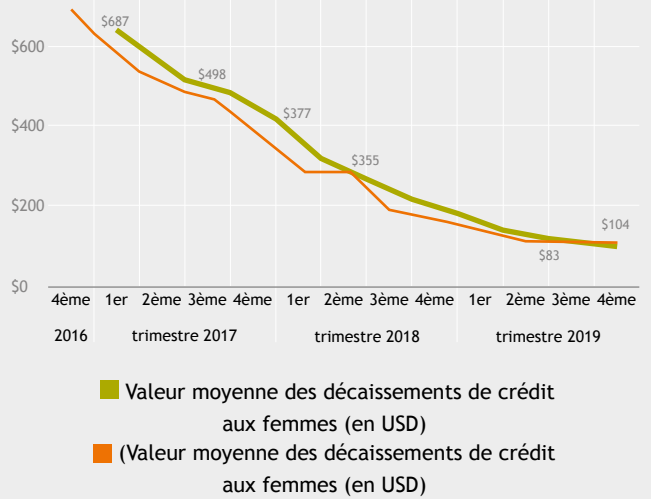
Il est encore possible d'améliorer l'analyse des données du CMMP concernant l'accès des femmes au crédit et les obstacles qu'elles rencontrent, dont l'une consisterait à désagréger davantage les autres ensembles de données tels que le nombre de demandes de crédit faites par les femmes. Le nombre de demandes rejetées pourrait également aider à déterminer les raisons des rejets et en particulier comprendre les différences entre les demandes émanant des femmes par rapport à celles des hommes.

DIAGRAMMES 4A & 4B : VALEUR ET NOMBRE DES CRÉDITS DÉCAISSÉS POUR LES FEMMES ET VALEUR MOYENNE EN USD DE 2016 À 2019 EN ZAMBIE

Zambie : Valeur et nombre de crédits décaissés pour les femmes (en USD)



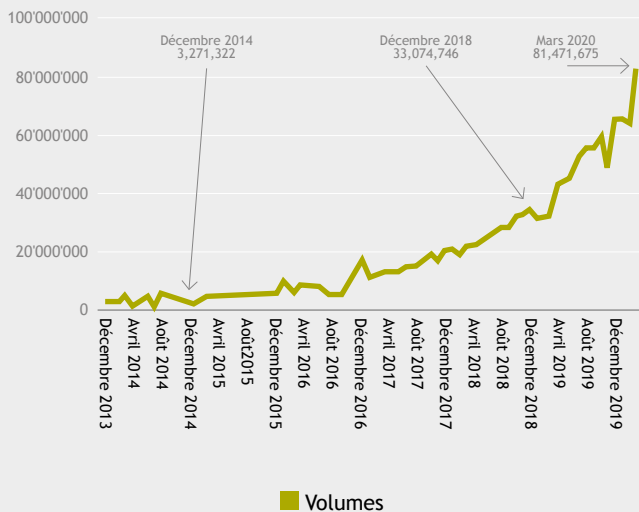
Zambie : Valeur moyenne des décaissements de crédit pour les femmes (en USD)



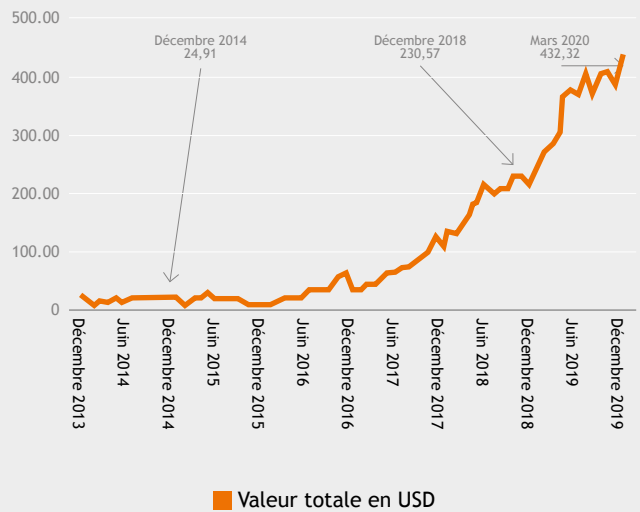
Source : Banque de Zambie, Rapport sur le programme de surveillance du marché du crédit, 2016 - 2019.

DIAGRAMMES 5A & 5B : VOLUME ET VALEUR DE L'ARGENT MOBILE EN ZAMBIE, 2016 - 2019

Argent mobile en Zambie : volume des transactions



Argent mobile en Zambie : valeur totale des transactions (en million USD)



Par ailleurs, d'autres données qui peut être désagrégées pour améliorer l'analyse sont le nombre de prêts non performants. La banque va continuer d'explorer d'autres indicateurs pour enrichir les données et l'analyse relatives aux femmes et à l'inclusion financière. La BoZ a également exploité des données du CMMP pour estimer l'adoption des services financiers numériques en Zambie et a constaté une augmentation exponentielle du volume et de la valeur des transactions d'argent mobile (Diagrammes 5a & 5b). Durant la période d'élaboration du rapport, les données sur les transactions d'argent mobile n'étaient pas ventilées par sexe, mais toutefois la BoZ prévoit de recueillir des données sur le genre relatives aux services financiers numériques.

Le système du CMMP a démontré des perspectives positives émergentes de données supplémentaires ventilées par sexe. Ainsi, le Haut Management de la BoZ a élargi et formalisé la collecte de données sur l'offre avec une ventilation par sexe qui au-delà des comptes de crédit. De ce fait, il reste convaincu que pour obtenir une vision plus holistique des schémas de genre et ainsi permettre un suivi régulier pour parvenir à l'inclusion financière des femmes, il est nécessaire de collecter davantage de données. Dorénavant, les données ventilées par sexe sont requises pour les comptes de dépôt et d'épargne, pour les services financiers numériques (portefeuilles électroniques, compte de monnaie électronique et autres), et pour les agents actifs entre autres.

Plus récemment, la BoZ teste la collecte de données ventilées par sexe sur les services financiers numériques. Ces données établiront le lien entre les services financiers numériques et le lien pour combler l'écart entre les sexes en fournissant des services financiers plus abordables et tout aussi fiables. Les éléments pertinents à prendre en compte dans la prochaine segmentation de la collecte de données comprendront non seulement la valeur et le volume segmentés par sexe des différents comptes de monnaie électronique mais aussi leur statut (compte actifs vs inactifs ou dormants), cruciaux pour une plus grande inclusion financière.

PROCESSUS D'ÉLABORATION DU CADRE DE DONNÉES SUR LE GENRE

Avant le début du projet d'élaboration du cadre relatif à l'offre, la BoZ avait déjà entrepris de mettre en œuvre la boîte à outils de 2017 sur les données ventilées par sexe de l'AFI (Figure 6), qui a permis un démarrage rapide en 2018 du projet sur les données relatives au genre sous l'angle de l'offre.

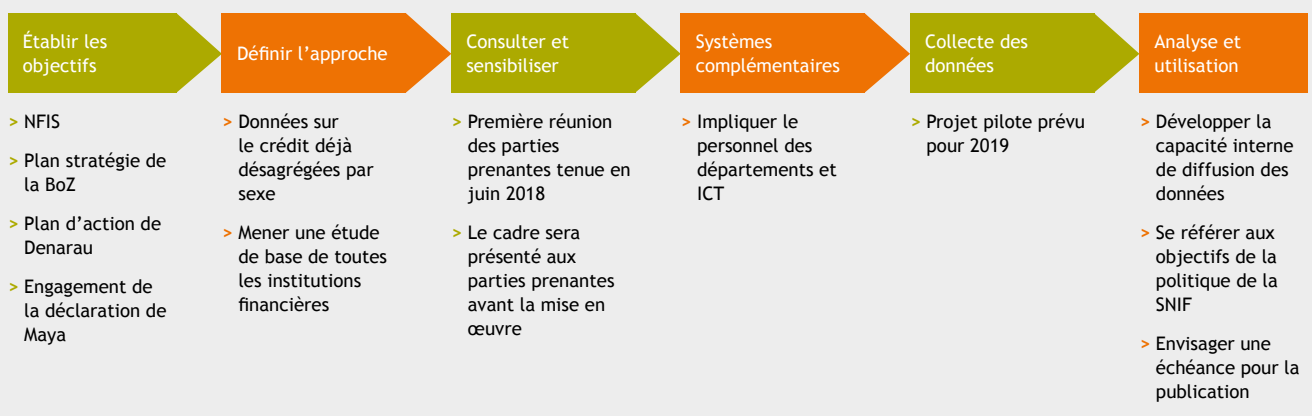
Ce projet de 2018, sous la direction d'une équipe spéciale interne de la BoZ, avec l'objectif d'identifier et d'impliquer les principales parties prenantes, a effectué des visites d'apprentissage par les pairs et a collecté des données de référence sur l'état actuel des données ventilées par sexe sur l'offre auprès des fournisseurs de services financiers zambiens.

Une expertise et des capacités spécialisées supplémentaires par le biais de consultants ont également été utilisées : un expert international sur les perspectives et les données relatives au genre. Le consultant a piloté la mise en œuvre du programme et un expert consultant local en données s'est focalisé sur la conception et l'analyse d'une enquête de référence pour identifier l'état actuel de la collecte des données ventilées par sexe.

ADHÉSION DES PARTIES PRENANTES AU PROJET

Pour être efficace, la collecte des données désagrégées par sexe portant sur l'offre requiert un soutien de haut niveau de la BoZ et d'autres parties prenantes, y compris celui des prestataires de services financiers, des ministères concernés et d'autres régulateurs.

FIGURE 6 : BOÎTE À OUTILS SUR LES DONNÉES PAR SEXE DE L'AFI



Pour sensibiliser et accroître l'adhésion des parties prenantes à l'importance des données ventilées par sexe relatives à l'offre ainsi qu'à l'inclusion financière des femmes, la BoZ a organisé une réunion d'engagement des parties prenantes à la mi-2018 avec l'ensemble des prestataires de services financiers réglementés. Ils ont discuté des objectifs du projet, de l'importance de la collecte et l'utilisation des données sur le genre et les avantages de ces données pour les prestataires de services financiers.

L'enquête de référence qui a suivi l'engagement des parties prenantes auprès des institutions financières réglementées, y compris les banques et les non-banques, a permis à la BoZ d'identifier les pratiques de segmentation des données financières ventilées par sexe par institution et leur diversité de genre dans la gestion. Ces deux aspects ont aidé la BoZ à mieux comprendre les opportunités et les défis. Une deuxième réunion clé des parties prenantes a été organisée en 2019 pour diffuser les résultats de l'enquête de référence et établir la feuille de route pour les activités résiduelles du projet.

Parallèlement à ces ateliers de sensibilisation, la BoZ a organisé plusieurs réunions bilatérales ainsi que des échanges de suivi avec des prestataires de services financiers et d'autres parties prenantes qui ont fait permis d'approfondir l'analyse de la situation d'inclusion financière des femmes.

RÉVÉLER LES MEILLEURES PRATIQUES GRÂCE AUX VISITES D'APPRENTISSAGE AUPRÈS DES PAIRS

Dans l'intervalle, la BoZ a également effectué des visites d'apprentissage auprès des pairs dans des pays qui avaient déjà développé de solides cadres de données ventilées par sexe et obtenu des résultats exceptionnels. Ces échanges d'apprentissage entre pairs comprenaient une visite auprès d'un superviseur des systèmes financiers chiliens, la Superintendencia de Bancos e Instituciones Financieras, une institution pionnière dans la collecte et l'utilisation des données sur l'offre ventilées par sexe en vue de l'inclusion financière des femmes et l'élaboration de politiques s'appuyant sur ces données.

La BoZ s'est également rendue auprès de la Banque centrale brésilienne, la Banco Central do Brasil, qui dispose de l'un des cadres de collecte et de communication des données sur le crédit le plus complet au monde.

Finalement, la BoZ a procédé à un échange d'apprentissage auprès des pairs avec la Commission nationale mexicaine des banques et des valeurs mobilières (CNBV) pour en savoir plus sur leur expérience en matière de collecte de données sur l'offre ventilées par sexe et sur leur tableau de bord des indicateurs financiers spécifiques au genre.

Ces échanges d'expériences avec d'autres régulateurs ont permis à l'équipe de la BoZ d'identifier les principaux éléments et les adaptations nécessaires pour un cadre réussi de la collecte des données sur l'offre ventilées par sexe (Encadré 2).

ENCADRÉ 2 : APERÇUS DES VISITES D'APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS DE LA BANQUE DE ZAMBIE

Au cours de ces visites avec les régulateurs au Chili, au Brésil et au Mexique, la BoZ a identifié plusieurs facteurs clés dans l'élaboration d'un cadre performant de données sur l'offre ventilées par sexe :

- > **Une adhésion de haut niveau du gouvernement et des principales parties prenantes :** les principaux décideurs et responsables politiques et les prestataires de services financiers doivent soutenir le projet dès son démarrage et s'impliquer. Une collaboration continue est une exigence pour collecter des données de qualité.
- > **Établir un système de données sur l'inclusion financière :** La banque centrale doit se munir d'un système de données robuste capable de collecter, d'analyser et de développer des rapports d'inclusion financière. Pour que les données soient utiles, elles doivent être ventilées, fiables, précises et accessibles.
- > **Engagement précoce des parties prenantes :** Il est important d'obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes au niveau national, en augmentant les niveaux de conformité. Par conséquent, il est crucial de commencer à sensibiliser tous les intervenants le plus tôt possible.
- > **Collecte et déclaration de données obligatoires ou volontaire :** La banque a deux options. La première est de promulguer un règlement rendant obligatoire la soumission des données ventilées par sexe sur tous les comptes existants ou uniquement sur les nouveaux comptes et la deuxième option consiste à adopter une approche collaborative pour la soumission des données ventilées par sexe.
- > **Sensibilisation aux comptes à double comptage :** Le principal défi pour la plupart des juridictions est le risque de double comptage, notamment parce que les prestataires de services financiers ont tendance à identifier les comptes plutôt que les individus et pour tenir compte du manque d'identification nationale dans de nombreux pays. Dans le cas de la Zambie, les femmes et les filles font face à plusieurs défis pour accéder et à utiliser leur carte d'enregistrement nationale en raison des normes sociétales du genre.
- > **Solution d'identification unique :** Le système d'identification du secteur financier proposé devrait à l'avenir être basé sur le Open Source pour se connecter à une identification numérique nationale.

**OBTENTION D'UNE ENQUÊTE DE RÉFÉRENCE POUR LES
DONNÉES SUR L'OFFRE VENTILÉES PAR SEXE**

La société d'enquêtes et de sondages - Ipsos - a mené une enquête de référence sur le projet en octobre 2018 sous la direction de la BoZ. L'objectif de cette enquête était d'évaluer l'état actuel des données ventilées par sexe des prestataires de services financiers (PSF) et des initiatives internes de diversité des genres au sein des institutions financières. La BoZ s'est employée à comprendre la nature et l'étendue des lacunes en matière de données sur le genre relatives à l'offre, à documenter et partager les leçons apprises sur leur collecte, leur valeur et leur utilisation par le biais de l'enquête de référence. Parmi les recommandations de l'enquête de référence figuraient l'importance de collecter un ensemble d'indicateurs d'inclusion financière ventilés par sexe et la suggestion de formuler à l'avenir une feuille de route/plan d'actions pour permettre un cadre de collecte de données plus étendu.

L'enquête de référence a couvert 63 institutions sur un total de 71, la plupart du secteur des services financiers zambien, y compris les banques commerciales, les institutions de microfinance, le bureau de crédit et une institution de financement du développement (Tableau 2a). Les résultats de l'enquête ont confirmé la nécessité d'élaborer un cadre réglementaire de l'offre ventilé par sexe. Elle a aussi révélé que la collecte et la disponibilité des données ventilées par sexe sur l'offre parmi les institutions interrogées étaient limitées (Tableau 2b). La plupart des institutions financières avaient organisé leurs données en fonction des types de comptes plutôt que de la propriété des comptes individuels. En outre, elle a montré que de nombreux produits financiers n'étaient pas ventilés par sexe (par exemple, les produits de services financiers numériques et les cartes de crédit, comme le montre le Diagramme 7).

TABLEAU 2A : DISTRIBUTION DES PRODUITS ET SERVICES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES EN ZAMBIE

	Comptes épargnes	Comptes d'épargne-retraite	Comptes courants	Comptes de dépôts	Comptes Forex	Compte virtuel carte prépayée	Portefeuille électronique / argent mobile	Épargnes avec compte E / M	Crédit avec compte E / M	Crédit et autres
Banque	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Système de paiement désigné						●	●	●	●	●
Institution de microfinance	●		●	●		●				●
Épargnes et crédit	●	●		●						●
Société de crédit foncier	●	●		●	●					●
Crédit-bail et financement									●	●
Fonds de développement										●

TABLEAU 2B : INSTITUTIONS FINANCIÈRES COLLECTANT DES DONNÉES FINANCIÈRES VENTILÉES PAR SEXE EN ZAMBIE

Institutions financières	Total des institutions	Institutions examinées	Jusqu'à l'an 2000	2001 - 2005	2006 - 2010	2011 - 2015	2016 - 2018	Total	% Couvrant SxDD
Société de crédit foncier	3	3	1	0	0	2	0	3	100%
Épargnes et crédit	1	1	0	0	0	0	1	1	100%
Banque	17	16	5	3	4	0	2	14	88%
Institution de microfinance	28	26	1	1	3	5	5	15	58%
Crédit-bail et financement	7	5	0	0	0	2	0	2	40%
Système de paiement désigné	15	12	0	0	0	1	1	2	17%
Agence d'évaluation du crédit	1	0	0	0	0	0	0	0	-
Fonds de développement	1	1	0	0	0	0	0	0	0%
Total	71	63	7	4	7	10	9	37	59%
Cumulatif de 2000 à 2018	61	-	7	11	18	28	37	-	-

Source : Banque de Zambie, Rapport d'enquête de base sur les données sur l'offre ventilées par sexe, 2018.

LA DIVERSITÉ INSTITUTIONNELLE DU GENRE EN TANT QUE COMPOSANTE ESSENTIELLE DU CADRE DE DONNÉES FINANCIÈRES VENTILÉES PAR SEXE

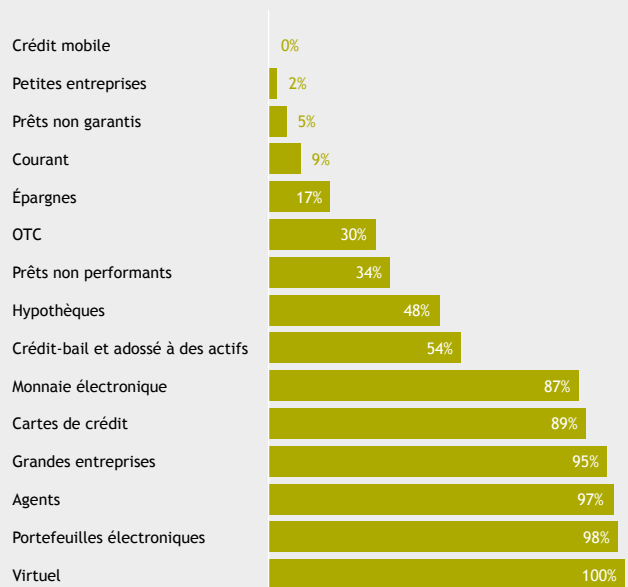
Un aspect important que la BoZ a pris en compte est de déterminer la diversité du genre au sein des structures institutionnelles car cette composition par sexe dans la structure de gestion peut avoir un impact sur le processus de prise de décision interne, sur les produits financiers et également affecter la manière dont les affaires sont menées. Par exemple, une étude du réseau de l'AFI sur la diversité du genre a identifié des obstacles spécifiques que le manque de diversité des genres peut préserver, notamment les difficultés à maintenir un équilibre entre une vie professionnelle et une vie privée ; le fait que les femmes soient considérées comme manquant de qualités de leadership ; qu'il y ait des faibles niveaux de sensibilisation à l'importance d'une représentation plus forte des femmes aux postes de direction ; et de l'accès limité des femmes aux possibilités de mentorat et de renforcement des capacités. Ces points peuvent préserver les inégalités de genre qui peuvent se refléter dans les services et produits des institutions financières¹.

Dans cette optique, la BoZ a communiqué sur une base annuelle depuis 2010 et d'une manière constante la diversité de genre et de résidence de tous les employés financiers du pays et par secteur financier, dans son livret de statistiques financières et autres documents statistiques².

Suite à l'intérêt sur la diversité porté par la BoZ, l'enquête de référence sur les données ventilées par sexe comprenait également des aspects clés sur la diversité de genre au niveau de la direction des institutions financières.

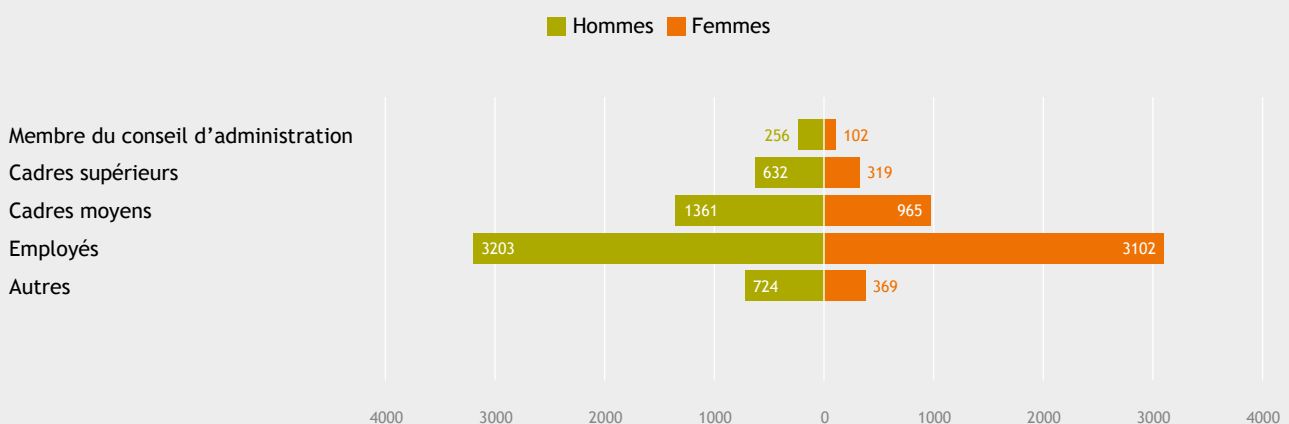
Finalement, les données de l'enquête de référence ont révélé que malgré le fait que le secteur financier emploie un pourcentage élevé de femmes, représentant 45 % des employés, les femmes continuent à être sous-représentées au sein des conseils d'administration et aux postes supérieurs, avec un niveau de représentation de 28 % et 33 % respectivement (Diagramme 8). Ces données ont aussi indiquées les points focaux pour les questions d'égalité des sexes sont absents des institutions financières.

FIGURE 7 : ENQUÊTE DE RÉFÉRENCE ZAMBIENNE SUR LES PRODUITS ET SERVICES SANS DÉSAGRÉGATION PAR SEXE



Source : Banque de Zambie, Rapport d'enquête de référence sur les données ventilées par sexe du côté de l'offre, 2018.

FIGURE 8 : RÉPARTITION PAR SEXE DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION ET DES EMPLOYÉS DES PSF EN ZAMBIE, 2018



Source : Banque de Zambie, Rapport de l'enquête de référence sur les données ventilées par sexe sur l'offre, 2018.

1 Rapport spécial de l'AFI. « Gender Diversity within AFI Member institutions, April 2018 ». https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/publications/2019-02/AFI%20Gender_SP_AW_digital.pdf

2 Banque de Zambie, Livret de statistiques financières et autres, entre 2010 et 2020. <https://www.boz.zm/financial-and-other-statistics-booklet.htm>

PERSPECTIVES ÉMERGENTES DES DONNÉES SUR L'OFFRE

Bien que l'enquête de référence ait révélé une collecte limitée de données ventilées par sexe sur l'offre parmi les institutions financières en Zambie, celle-ci a toutefois fourni des informations significatives de la part de ceux qui ont soumis ces données.

L'enquête a mis en évidence la valeur et les opportunités qu'un nouveau cadre de collecte de données sur le genre apporterait avec des rapports plus réguliers. Ces informations contenaient :

La plupart des solutions financières ne sont pas adaptées aux besoins financiers particuliers des femmes et il existe peu de données ventilées par sexe sur la majorité des produits et des services financiers numériques.

En 2018, 15 institutions seulement proposaient des produits et des services tenant compte du genre, allant de la microfinance, des groupes d'entraide et des programmes bancaires pour les femmes. De plus, la plupart des données sur les produits financiers numériques n'étaient pas ventilées par sexe (à l'exception du crédit mobile), ce qui

masque les différences et les opportunités potentielles entre les sexes. Par conséquent, le fait que les données soient limitées empêchent les PSF d'appréhender le marché des femmes afin d'adapter les services financiers et non financiers à leurs besoins.

Bien qu'il existe un écart entre les sexes pour les comptes d'épargne, les femmes épargnent plus que les hommes

Les comptes d'épargne détenus par les femmes ne représentaient que 29 % de tous les comptes de dépôt en 2014, avec seulement une légère augmentation à 31 % en 2018. Cependant, les soldes d'épargne moyens des femmes étaient supérieurs à ceux des hommes en 2018, bien que les hommes gagnent plus que les femmes en moyenne. Ceci révèle une opportunité pour la création de solutions d'épargne qui répondent aux besoins spécifiques des femmes.

Les femmes sont meilleures emprunteuses que les hommes

En 2018, le pourcentage des prêts non performants était de 4.3 % pour les femmes et 4.9 % pour les hommes. De même, les petites entreprises appartenant à des femmes avaient le taux le plus bas de prêts non productifs, qui était de 1 % à 3 % au cours de la période de l'enquête. Cela représente une opportunité pour les institutions financières de prêter plus de fonds aux femmes et aux entreprises appartenant à des femmes et de créer ainsi des solutions de prêts spécifiques à leurs besoins.

TABLEAU 3 : INDICATEURS VENTILÉS PAR SEXE D'INCLUSION FINANCIÈRE DE LA BANQUE DE ZAMBIE

Niveau	Indicateur Dimension	Produits et Services	Indicateurs	Frequence de récolte
Niveau I	Accès / Adoption	Comptes de Dépôt - comptes courants et épargnes	Volumes / valeurs	Trimestrielle
	Accès / Adoption	Comptes de petites entreprises - dépôts / prêts non remboursés / PNP	Volumes / valeurs	Trimestrielle
	Accès / Adoption	Portefeuille électronique/ Comptes en monnaie électronique	Volumes / valeurs	Trimestrielle
	Accès / Adoption	Agents - Actifs / inactifs par emplacement / Agents par gestion du genre (le cas échéant)	Nombre / Proportion	Trimestrielle
	Utilisation	Prêts non garantis, cartes de crédit, crédit mobile	Volume / Value	Trimestrielle (CCMR)
	Utilisation	Hypothèques, crédit-bail, comptes adossés à des actifs	Volume / Value	Trimestrielle (CCMR)
	Utilisation	Prêts non performants (jours de retard, généralement 90 jours)	PNP / Total des prêts en cours (classifié par genre)	Trimestrielle (CCMR)
Qualité	Diversité institutionnelles - % de femmes membres du conseil d'administration / % de femmes occupant des postes de direction)	Proportions	Annuelle (livret de statistiques financières et autres)	
Niveau II	Accès / Adoption	Transactions de gré à gré	Volume / valeur	Trimestrielle
Niveau III	Utilisation	Comptes prépayés / virtuels (basés sur la propriété SMS)	Volume / valeur	Trimestrielle
	Accès	Grands comptes entreprises	Volume / valeur	Trimestrielle

L'utilisation des services financiers numériques augmente de façon significative et constitue une opportunité pour réduire l'écart entre les sexes

De 2014 à 2018, le nombre de détenteurs de comptes de monnaie et de portefeuille électronique a doublé, passant de 4.4 millions à 10.6 millions. Cependant, la plupart de ces comptes ne sont pas ventilés par sexe, et pour ceux qui le sont, les comptes de monnaie électronique des hommes ont dépassé en nombre les comptes des femmes tout au long de cette période. Cela révèle une opportunité d'aider à combler l'écart entre les sexes avec les services financiers numériques. Par exemple, l'écart entre les sexes dans les emprunts de crédit mobile s'est réduit de 78 % en 2015 à 60 % en 2018.

Creation de modèles de cadre de données et amélioration des systèmes de récolte des données

A la suite des visites d'apprentissage auprès des pairs et l'enquête de référence, la BoZ a développé son cadre initial pour la collecte des données sur l'offre ventilées par sexe. Les modèles de récolte des données ont été conçus en consultation avec les institutions financières et testés en 2019/2020. Le cadre de données l'offre relatif au genre donne une précision sur les indicateurs et le type de données sur le genre collectés auprès des PSF et la fréquence de cette collecte sur trois niveaux (voir tableau 3).

Finalement, la feuille de route financière de la Banque de Zambie peut être résumée comme suit :

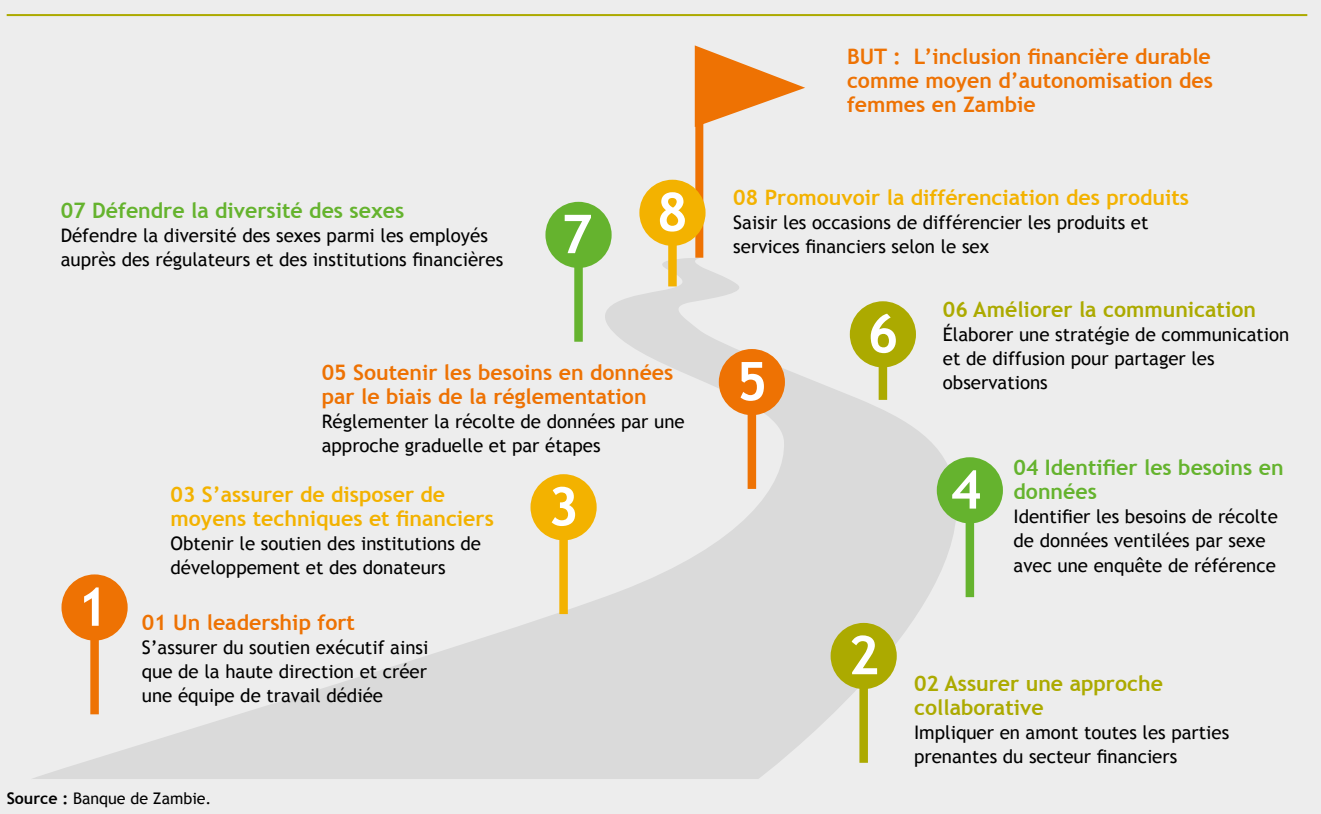
PROCHAINES ÉTAPES

La poursuite de ce projet implique la révision des réglementations, des directives et des modèles de collecte des données publiés par la Banque de Zambie aux différents prestataires de services financiers.

Cela consiste également à adapter les systèmes informatiques et les données de la Banque de Zambie et des institutions déclarantes. Pour cette raison, il est prévu que les soumissions de données par toutes les institutions financières seront prolongées jusqu'à la fin de 2020.

La Banque de Zambie met en œuvre son dispositif par phases (figure 9), en se concentrant premièrement sur les secteurs à gains rapides. La génération de nouvelles données ventilées par sexe devrait stimuler l'élaboration de politiques plus ciblées et basées sur des données avérées pour l'inclusion financière des femmes et le suivi des politiques actuelles. À plus long terme, la Banque de Zambie envisage de mettre en place un système de KYC biométrique centralisé partagé qui permettra de saisir le sexe d'une personne. Ce système permettra également de collecter un plus large éventail d'indicateurs, y compris ceux liés aux comptes de dépôt et aux services financiers numériques tels que les portefeuilles électroniques et les comptes de monnaie électronique. La BDZ envisage aussi de

FIGURE 9 : DONNÉES FINANCIÈRES VENTILÉES PAR SEXE ET FEUILLE DE ROUTE POUR UNE FINANCE INCLUSIVE EN ZAMBIE



s'engager avec d'autres régulateurs et parties prenantes du secteur financier pour collecter des données ventilées par sexe pour le secteur financier et au-delà. Par exemple, exploiter l'enregistrement obligatoire du module d'identité de l'abonné (SIM) ordonné par l'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA) qui offrira la possibilité de créer une base de données complète. Cette dernière pourrait devenir la pierre angulaire de la collecte de données ventilées par sexe pour les comptes de gré à gré et autres comptes d'argent mobile.

POLITIQUES SPÉCIFIQUES AXÉES SUR LE GENRE MISES EN ŒUVRE OU FORMULÉES AVEC L'UTILISATION DE LA SEGMENTATION DES DONNÉES

La BDZ, dans son plan stratégique 2020 - 2023, a inclus des initiatives visant à intégrer le genre, ciblant spécifiquement leurs entités. Certains des résultats escomptés dans le cadre de cette initiative comprennent :

- i. D'ici 2023, une augmentation de 50 % (par rapport au nombre de référence) des prestataires des services financiers qui proposent des produits sur mesure pour les femmes tels que des services financiers et des services financiers liés au crédit.
- ii. D'ici 2021, une révision des directives sur le gouvernement d'entreprise pour inclure la diversité des genres au sein des Conseils d'administration d'ici 2021 pour toutes les entités contrôlées. L'objectif est d'avoir au moins 40 % de femmes au sein des Conseil d'administration d'ici 2023. En 2018, la part hommes/femmes était 72 % / 28 %.
- iii. D'ici 2023, revoir et adapter l'outil « évaluation FAMOS » actuellement conçu pour les banques afin de couvrir tous les prestataires de services financiers, les non-banques et les fournisseurs de système de paiement.
- iv. Publier et partager des données sur l'inclusion financières avec le ministère des Finances et les parties prenantes du secteur afin de promouvoir des stratégies basées sur des données probantes et des politiques ciblées pour augmenter l'inclusion financière des femmes.
- v. Faire un suivi de l'impact des politiques visant à combler l'écart entre les sexes.

Les étapes suivantes à être mises en œuvre par la BDZ pour une plus grande prise de conscience, une meilleure qualité, et une amélioration de l'utilisation des données ventilées par sexe comprennent les points suivants: (i) publier la présente étude de cas, (ii) tester avec succès le cadre de données ventilées sur l'offre par sexe en 2020/2021, (iii) commencer la collecte et la validation des données ventilées par sexe auprès des prestataires de services financiers, (iv) publier un rapport de données ventilées par sexe d'ici le mois de juin 2021, (v) publier et partager les données avec les parties prenantes à partir du mois de janvier 2022, (vi) tirer parti des services financiers pour réduire de moitié l'écart actuel de 9.9 % entre les sexes d'ici le mois de décembre 2023, (vii) développer un système de KYC biométrique centralisé qui permettra de saisir le sexe d'une personne d'ici 2023.

PRINCIPAUX POINTS FORTS ET ENSEIGNEMENTS

Tout au long du processus d'élaboration du cadre de données ventilées par sexe pour l'inclusion financière, la Banque de Zambie a tiré de précieuses leçons et des informations de politiques essentielles :

1 DISPOSER D'UN LEADERSHIP FORT - ASSURER LE SOUTIEN DU HAUT MANAGEMENT ET CRÉER UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL DÉDIÉE QUI LUI REND COMPTE.

Dès le début de ce projet, la Banque de Zambie a reçu le soutien du Haut Management et des dirigeants, ce qui a facilité la tâche de l'équipe et a permis sa mise en œuvre. Ce projet était formé d'une équipe solide et diversifiée issue de différents départements de la BDZ. Ils se sont réunis régulièrement pour répartir les tâches, suivre le progrès et prendre les mesures correctives rapides si nécessaires. Par ailleurs, cette équipe de travail était en constant rapport avec la direction.

2 GARANTIR UNE APPROCHE COLLABORATIVE - ENGAGER TOUTES LES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES DU SECTEUR FINANCIER DÈS LE DÉBUT DU PROCESSUS

L'engagement des parties prenantes venant d'autres régulateurs, de l'Office national de la statistique et des prestataires de services financiers a commencé dès les premières étapes du projet. Cet engagement s'est poursuivi tout au long du cycle de vie du projet, y compris pendant les diverses présentations, réunions et entretiens. Par conséquent, il y a eu une plus grande sensibilisation et un plus grand investissement dans les efforts autour des données sur le genre relatives à l'offre genre en Zambie grâce à l'adhésion précoce et cohérente des parties prenantes.

3 ASSURER LES RESSOURCES TECHNIQUES ET FINANCIÈRES - OBTENIR LE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT, DES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT ET DES DONATEURS

La BDZ a engagé des institutions de développement et de recherche ainsi que des donateurs pour obtenir les ressources humaines, techniques et financières nécessaires à la mise en place du cadre de données. Le soutien de l'AFI au projet par le biais de subvention du partenariat avec le WFID a largement contribué au financement de ces activités. Cependant, la BDZ a également engagé d'autres partenaires coopérants comme le « Financial Sector Deepening Zambia and Rural Finance Expansion Programme » pour financer les besoins restants du projet.

4 IDENTIFIER LES BESOINS DE COLLECTE DE DONNÉES - RÉALISER UNE ENQUÊTE DE RÉFÉRENCE

Pour collecter et utiliser d'une manière efficace les données ventilées par sexe, les régulateurs doivent identifier tout écart entre les sexes dans la collecte de données précédente et actuelle avec une analyse ou une évaluation des écarts de données, comme pour l'enquête de référence sur l'offre menée par la BDZ. La BDZ a utilisé les informations de son enquête pour développer son nouveau cadre, fixer des objectifs et comprendre les domaines politiques sur lesquels elle doit se concentrer à mesure qu'elle progresse.

5 BESOINS EN MATIÈRE DE SAUVEGARDE DE DONNÉES PAR LE BIAIS DE LA RÉGLEMENTATION - RÉGLEMENTER LA COLLECTE DE DONNÉES EN ADOPTANT UNE APPROCHE PROGRESSIVE

En ce qui concerne la collecte des données, la meilleure approche de la Banque de Zambie a été d'émettre une directive réglementaire délibérée aux prestataires de services financiers pour garantir la conformité, la cohérence et la qualité des rapports, la collecte et la diffusion. Une approche progressive a été également stratégique. La Banque de Zambie collecte des données ventilées par sexe par phases, en commençant par les domaines susceptibles d'être rapidement traités et en progressant vers ceux qui nécessitent plus de temps pour être collectés. Par exemple, la plupart des institutions financières en Zambie avaient organisé leurs données en fonction du type de compte plutôt que de la propriété du compte, elles suivaient les directives réglementaires et les pratiques antérieures du secteur. En raison de cette approche historique, les PSF ont besoin d'adapter leurs systèmes de collecte et de notification des données pour collecter des données de qualité ventilées par sexe, ce qui n'est pas une tâche facile en raison des impératifs d'un investissement en temps et en ressources. Ce dernier point a été inclus dans les étapes ultérieures de la réglementation.

06 AMÉLIORER LA COMMUNICATION - DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DE DIFFUSION POUR PARTAGER LES INFORMATIONS.

La BDZ a réalisé le processus de désagrégation, de rapport, de collecte et d'analyse des données sur l'inclusion financière par sexe ne peut jamais être complet en l'absence d'un processus solide de partage des données entre les autres régulateurs et les prestataires de services financiers. Il est désormais prioritaire de fournir les preuves des opportunités de marché disponibles pour servir financièrement les femmes dans des contextes différents (par exemple, les opportunités de services financiers numériques pour les femmes ou l'augmentation des prêts aux entreprises appartenant à des femmes). L'apprentissage auprès des pairs effectué dans les trois pays prédominants d'Amérique latine a renforcé cette vision critique.

07 PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ DU GENRE - IDENTIFIER UN CHAMPION DE LA DIVERSITÉ DES GENRES ENTRE LES RÉGULATEURS ET PARMI LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

L'enquête de référence de la BDZ a révélé que la diversité du genre au niveau des conseils d'administration et de la haute direction pourrait aider à faciliter davantage la mise en place de mesures politiques et de solutions qui répondent aux besoins spécifiques des femmes à la fois en interne et en externe. L'enquête a également identifié le besoin de postes axés sur le genre au-delà du département des ressources humaines pour garantir des produits et services différenciés pour les femmes.

En continuant sur cette approche, la Banque de Zambie a adopté l'évaluation « FAMOS » de l'OIT pour encourager et soutenir une approche soucieuse de l'égalité entre les sexes parmi toutes les institutions financières réglementées afin de permettre un secteur financier plus diversifié. Cela favorise l'adoption de produits et services centrés sur le genre et facilite l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes.

8 PROMOUVOIR LA DIFFÉRENCIATION DES PRODUITS FINANCIERS - SAISIR LES OPPORTUNITÉS DE DIFFÉRENCIER LES PRODUITS ET SERVICES AVEC UNE APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE

Grâce à la visite d'apprentissage auprès des pairs, la BDZ a été inspirée par l'exemple du Chili. Il a été constaté qu'au-delà de fournir une base factuelle pour la politique de réglementation, la génération de données spécifiques pour les femmes et les hommes a permis aux banques de développement et aux prestataires de services privés de créer de nouveaux produits et services financiers adaptés aux femmes. Dans le plan d'actions de la SNIF de la BDZ, la banque centrale espère encourager un modèle similaire d'élaboration des politiques et une action du secteur privé axée sur les données de genre. Ce faisant, ceci contribuera à combler le fossé financier actuel entre les femmes et les hommes.

CONCLUSION

La Banque de Zambie a été un ardent défenseur de la diversité du genre dans le secteur financier, publiant chaque année des données détaillées sur la diversité du genre sur différents marchés financiers, notamment les banques, les sociétés de crédit-bail et de financement, les sociétés de crédit foncier, les sociétés financières non bancaires et les compagnies d'assurance. En outre, la Banque de Zambie a plaidé auprès de ses institutions financières réglementées pour le développement de produits et services financiers plus différenciés pour répondre aux besoins financiers des femmes. La banque de Zambie utilise l'évaluation des petites entreprises exploitées par des femmes et des hommes (FAMOS) comme outil pour former les banques et autres prestataires de services financiers à jeter un regard neuf – et une évaluation systématique – sur la mesure dans laquelle ils ciblent et servent les femmes entrepreneurs, leurs

besoins et leurs potentialités. Ce système d'évaluation invite à une auto-évaluation approfondie des efforts promotionnels d'une organisation, des approches et des affectations de personnel et des ressources humaines, des communications internes, ainsi que de sa culture et de ses méthodes de travail formelles et informelles, afin de déterminer sa volonté de servir les femmes entrepreneurs en tant que clientes. Le guide de l'évaluation FAMOS encourage également l'identification de réponses pratiques, réalisables, simples et efficaces qui peuvent aider une organisation à mieux atteindre les clientes. Bien que la BoZ n'ait pas spécifiquement identifié de champion dans le secteur financier, plusieurs institutions qui ont été formées et soutenues par la BDZ ont commencé à utiliser les données pour éclairer leur approche de fonctionnement. À cet égard, divers produits et services adaptés aux femmes ont commencé à révolutionner la façon dont les femmes sont servies par les institutions financières. De plus, l'accent n'est pas seulement mis sur un accès accru au financement, mais également sur des programmes de renforcement des capacités pour les femmes entrepreneurs. Plusieurs autres banques ont utilisé des données de l'enquête de référence de la banque centrale pour favoriser des effectifs et une participation des membres du conseil d'administration plus diversifiés. D'autres ont adapté leur approche à des plans d'affaires plus centrés sur le client. Diverses institutions financières ont également commencé à utiliser leurs données au-delà des noms et des numéros de compte et se penchent sur l'utilisation des comptes et surveillent le remboursement des prêts, entre autres paramètres.

La BDZ reconnaît que la collecte des données n'est pas une fin en soi mais un moyen essentiel pour identifier et combattre les déséquilibres entre les sexes dans le secteur financier. Les politiques promouvant un secteur financier plus diversifié et ouvert ainsi que la différenciation des produits et services financiers ne peuvent être rendues possibles que par une collecte de données ventilées par sexe plus complète et ciblée.

En fin de compte, la Banque de Zambie, par le biais de ses champions du leadership, d'un environnement politique favorable et d'une étroite collaboration avec les prestataires de services financiers et d'autres parties prenantes clés, a fait des progrès significatifs dans la construction d'un cadre fondamental de collecte de données sur l'offre ventilées par sexe. Avec ce cadre et la collecte, l'analyse et l'utilisation régulière de données sur le genre, la BDZ continuera d'accélérer l'action.

RÉFÉRENCES

Banque de Zambie. Projet d'établissement d'un cadre de collecte de données ventilées par sexe. Rapport final de subvention à l'Alliance pour l'inclusion financière. Août 2019. Data2X.

Banque de Zambie. Livret des statistiques financières, plusieurs années 2010 - 2020. <https://www.boz.zm/financial-and-other-statistics-booklet.htm>

Banque de Zambie. Diverses statistiques nationales et de la BoZ. Systèmes de paiement, statistiques financières, etc.

Banque de Zambie. Rapport de surveillance du marché du crédit. Plusieurs années 2016 - 2020. <https://www.boz.zm/credit-market-monitoring-reports.htm>

Mesurer l'inclusion financière des femmes. La valeur des données ventilées par sexe. Document pour discussion. Mai 2019.

Plan de développement du secteur financier et Banque de Zambie. Finscope Zambie 2009 Principaux résultats - Rapport final. Juin 2010.

Plan de développement du secteur financier et Banque de Zambie. Finscope Zambie 2015 Principaux résultats. 2016

Plan de développement du secteur financier et Banque de Zambie. Finscope. 2020 Principaux résultats. https://www.boz.zm/finscope_2020_survey_topline_findings.pdf

République de Zambie - Ministère des finances. Stratégie nationale d'inclusion financière 2017 - 2022. Zambie, 2017

Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia
t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork